



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction des affaires civiles
et du sceau**

Circulaire du **08 JAN. 2026**
Date d'application : immédiate

Le garde des sceaux, ministre de la justice

à

**Mesdames et Messieurs les procureures générales
et les procureurs généraux près les cours d'appel
Monsieur le procureur de la République près le tribunal supérieur d'appel
Mesdames et Messieurs les procureurs et les procureurs de la République
près les tribunaux judiciaires**

POUR ATTRIBUTION

**Monsieur le premier président de la Cour de cassation
Monsieur le procureur général près la Cour de cassation
Mesdames et Messieurs les premières présidentes et les premiers présidents
des cours d'appel
Monsieur le président du tribunal supérieur d'appel
Mesdames et Messieurs les présidentes et les présidents des tribunaux judiciaires**

POUR INFORMATION

N°NOR : JUSC2536762C

N° CIRC : CIV/11/2025

N/REF : C1/1.6.10.3/202530001718

OBJET : Circulaire relative à la mise en œuvre de la procédure de changement de prénom des personnes transgenres et de la procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil

MOTS-CLES : Changement de prénom - motif de transidentité - officier de l'état civil – changement de sexe

Publication : La présente circulaire sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la justice (BOMJ) et diffusée sur l'intranet de la Direction des affaires civiles et du sceau du ministère de la justice.

* *
*

L'attention de la Chancellerie a été appelée par la décision-cadre de la défenseure des droits n°2025-112 relative au respect de l'identité de genre des personnes transgenres en date du 16 juin 2025 sur les modalités de mise en œuvre de la procédure de changement de prénom prévue à l'article 60 du code civil lorsque la demande est introduite pour un motif tenant à la transidentité du demandeur, et de la procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil prévue à l'article 61-6 alinéa 3 du code civil.

Depuis la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 *de modernisation de la justice du XXIème siècle*, les personnes transgenres qui, dans le cadre de leur parcours de transition de genre, souhaitent obtenir un état civil conforme à leur identité de genre, peuvent, d'une part, demander à l'officier de l'état civil la modification de leur prénom, sous réserve de rapporter la preuve d'un intérêt légitime, et, d'autre part, demander au tribunal judiciaire la modification de la mention de leur sexe à l'état civil, sous réserve de démontrer par une réunion suffisante de faits que cette mention ne correspond pas au sexe dans lequel elles se présentent et dans lequel elles sont connues.

Ces procédures, qui sont entièrement démedicalisées, accessibles, rapides et respectueuses de l'intimité de la vie privée des personnes transgenres, visent à faciliter les démarches de ces dernières.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la procédure de changement de prénom et de la procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil, j'appelle chacun des officiers de l'état civil et des magistrats à la plus grande vigilance sur le respect des règles suivantes :

➤ **Sur l'appréciation de l'intérêt légitime et le choix du prénom**

Conformément à l'article 60 du code civil, le contrôle de l'existence d'un intérêt légitime à changer de prénom incombe aux officiers de l'état civil.

Comme rappelé dans la circulaire du 17 février 2017 de présentation de l'article 56, I de la loi n° 2026-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle, l'intérêt légitime doit être apprécié de manière concrète, en fonction des circonstances de chaque espèce, et le motif tenant à la transidentité du demandeur peut permettre de caractériser un tel intérêt légitime.

Afin d'éviter, en la matière, de reproduire des stéréotypes de genre, il sera rappelé que lorsqu'un motif tenant à la transidentité du demandeur est invoqué au soutien de la demande de changement de prénom, la décision de l'officier de l'état civil ne saurait en aucun cas être motivée par l'adéquation ou l'absence d'adéquation entre l'apparence physique du demandeur et le prénom sollicité, qui pourra être un prénom neutre, épïcène, féminin ou masculin.

➤ **Sur les pièces médicales**

Il sera rappelé que le caractère entièrement démedicalisé de la procédure de modification de la mention du sexe à l'état civil, consacré à l'article 61-6 alinéa 3 du code civil qui prévoit que « *Le fait de ne pas avoir subi des traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut motiver le refus de faire droit à la demande* », interdit d'exiger du

demandeur qu'il produise des éléments médicaux ou de rejeter sa demande en raison de l'absence de production de tels éléments, ainsi que cela était déjà précisé dans la circulaire du 10 mai 2017 de présentation des dispositions de l'article 56 de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle.

La cohérence de notre ordre juridique interne impose de retenir une solution identique dans le cadre de l'instruction de la demande de changement de prénom.

Ainsi, si la circulaire du 17 février 2017 de présentation de l'article 56, I de la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXIème siècle indique que les pièces justificatives à l'appui de la demande de changement de prénom peuvent, dans certaines hypothèses particulières, être complétées par « *des certificats émanant de professionnels de santé, faisant notamment état des difficultés rencontrées par l'intéressé porteur d'un prénom déterminé* » (Annexe 1, point 1.2.2, p.11), de tels certificats ou toute autre pièce de nature médicale ne sauraient être exigés lorsque la demande est motivée par un motif tenant à la transidentité du demandeur. De même, l'absence de pièces médicales versées au dossier du demandeur ne saurait motiver un rejet de la demande de changement de prénom.

Vous veillerez à la diffusion de la présente circulaire aux juridictions et officiers de l'état civil de votre ressort, et à m'informer des difficultés susceptibles de résulter de sa mise en œuvre sous le timbre de la direction des affaires civiles et du sceau – sous-direction du droit civil – bureau du droit des personnes et de la famille (courriel : dacs-c1@justice.gouv.fr).

Perce de veiller à l'application de la loi.
Sincèrement


Gérald DARMANIN